

Nantes, le 17 janvier 2023

## Abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes : 5 ans après, les engagements du « contrat d'avenir » doivent être respectés

Il y a 5 ans, jour pour jour, le Premier Ministre Edouard Philippe annonçait l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Un an plus tard, nous signions ensemble le « contrat d'avenir », qui marquait, par mon intermédiaire, la volonté de tout un territoire, au-delà de nos sensibilités politiques, d'être respecté et d'obtenir des compensations fortes, après le désaveu que nous venions collectivement de subir.

Nous voulions aussi, positivement, laisser le passé au passé, et sortir par le haut en nous tournant vers l'avenir.

Force est de constater que, 5 ans plus tard, le compte n'y est pas.

Rien n'a été engagé pour réaménager l'aéroport Nantes Atlantique, qui est indigne d'une métropole comme Nantes. L'Etat se perd en conjectures sur l'opportunité d'allonger la piste : un jour, c'est oui et l'autre, non... L'Etat freine l'attribution de la concession aéroportuaire, et à chaque fois le temps perdu pour la rénovation de la plateforme aéroportuaire, qui est prioritaire au regard des enjeux démographiques et économiques de la région, se compte en mois, en années... Quant à la desserte des aéroports parisiens, là encore les choses patinent, notamment le projet de contournement de Paris, via Massy-Valenton...

Nous avons été privés d'un outil d'attractivité et de développement sans équivalent. 5 ans plus tard, l'Etat n'affiche pas un seul grand projet d'infrastructure dans les Pays de la Loire, et rechigne à mettre en œuvre les engagements qu'il a pris. On ne peut pas en rester là !

En bas du contrat d'avenir, à côté de la signature du Premier Ministre, il y a une autre signature : la mienne, qui m'engage, mais qui engage aussi tout un territoire. Ce contrat, j'entends qu'il soit respecté. Mieux, je pense qu'il mérite d'être étoffé, et je formule, notamment, la proposition suivante : que l'Etat garantisse 100% des liaisons TGV Nantes/Paris en moins de 2 heures, sans léser Le Mans ni Angers. Il n'y a pas de raison que ce que l'on a pu faire pour Rennes, Bordeaux ou Marseille, on ne puisse pas le réaliser pour Nantes !

Je solliciterai dans les semaines à venir un rendez-vous avec la Première Ministre pour faire le point sur l'exécution du contrat d'avenir et engager de nouvelles discussions autour des grands projets de transports, et je pense, par exemple, au projet de RER métropolitain pour lequel nous avançons main dans la main avec la Métropole de Nantes.

**CHRISTELLE MORANÇAIS**

Présidente de la Région des Pays de la Loire